

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Union-Europeenne-Le-communique-de-la-victoire-sur-les-derniers-succes-du-zombi-europeen>

Union Européenne : Le communiqué de la victoire sur les derniers « succès » du zombi européen

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2018

Description :

Unión Europea : El parte de la victoria sobre los últimos « éxitos » del zombi europeo - Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans la négociation du Brexit, l'Union Européenne avait un seul objectif principal : que le scénario d'une sortie du club soit le moins attractif possible pour d'autres membres sceptiques. De façon évidente ou diffuse, plusieurs pays entrent dans cette catégorie : de la Hongrie à l'Italie, en passant par la Pologne et en finissant par la France. De gros enjeux. Il s'agissait donc d'obtenir un Brexit compliqué et pénible, à l'allure de châtiment, de leçon humiliante qui conjure toute tentation d'abandonner le club.

En la negociación del Brexit, la Unión Europea tenía un solo objetivo principal : que el escenario de una salida del club se hiciera lo menos atractiva posible para otros socios escépticos. De forma declarada o difusa, en esa categoría entran muchos ; desde Hungría hasta Italia, pasando por Polonia y acabando con Francia. Palabras mayores. Se trataba, pues, de lograr un Brexit complicado y penoso, con aspecto de castigo, de humillante escarmiento que conjure cualquier tentación de abandonar el club.

Encore une fois, les hommes politiques allemands -finalement cette UE est la leur- ont été ceux qui ont le mieux dessiné la situation. Le docile Michel Barnier était le chef négociateur officiel, mais c'est Sabine Weyand, l'énergique négociatrice principale adjointe, qui a coupé le fromage. Weyand est « l'allemande adjointe au français », une figure très familière à Bruxelles où presque tous les postes importants qui ne sont pas dans des mains teutoniques ont un adjoint de cette nationalité qui contrôle que les choses soient bien faites. Eh bien, Weyand, directrice de plusieurs des négociations secrètes avec Theresa May, s'est vanté de ce que pratiquement toutes les lignes rouges marquées par le gouvernement de May ont été cassées par l'UE.

« Dans une proportion écrasante, l'Union Européenne s'est imposée », a résumé Jens Geier, chef du groupe social-démocrate allemand au Parlement Européen. Après sa sortie du club et pendant quelques années, la position du Royaume-Uni sera semblable à celle de la Suisse, explique cet éloquent député : « ils auront à assumer le gros des règles européennes mais sans avoir déjà plus la moindre voix à Bruxelles ». Tel a été le communiqué de la victoire : « Nous nous sommes imposés ».

Et le Président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker, l'homme qui dit qu'« il n'y a pas de démocratie en dehors des traités européens » (les traités pour lesquels personne n'a pas voté et qui ne peuvent pas être changés parce qu'ils sont verrouillés), a enfoncé le clou de ce communiqué de victoire en disant que l'accord atteint, « est la unique chose possible » et menaçant les britanniques de ce que s'ils le repoussent, « ils seront déçus dès les premières secondes ».

La situation est martelée dans une atmosphère coercitive et mafieuse du style ce sont « des propositions qu'ils ne pourront pas repousser » (menaces de mort du film Le Parrain) ou de ce proverbe de la mafia russe selon lequel le tarif d'admission à la fraternité est d'un rouble, mais celui de la sortie vaut deux ... : Quel type de club est ce, celui qu'on ne peut abandonner parce que si tu l'envisages ils te menacent ? Tous se demandent comment réagira le Parlement britannique ?

L'Union Européenne ne se rend-elle pas compte de ce que ses victoires ne convainquent pas (« ils vainquent, mais ils ne convainquent pas ») et que cela inclut le risque déchaîner Némésis, la déesse de la justice réparatrice, parmi les victimes de ses excès ?

Avec l'Italie, il se passe quelque chose de semblable : Quel sens cela a-t-il de discipliner l'Italie pour avoir prévu un déficit de 2,4 % du PIB dans sa loi de finances ? La prévision française équivalente est de 2,8 % et les italiens ont en leur faveur qu'après les versements de la dette, leur budget est excédentaire. Le gouvernement italien ne semble pas disposé à céder. S'ils lui retirent les subventions européennes, l'Italie, qui est un contribuable net au budget européen, pourrait cesser de payer sa contribution et son gouvernement disposerait probablement d'un vaste appui populaire ...

Ces « victoires » aggravent la maladie de fond, c'est-à-dire la désintégration lente de l'UE comme résultat de l'application de ses politiques rigides néolibérales à pignon fixe allemand et impossibles à changer sans démonter toute l'usine à gaz. Ces victoires augmentent tout ce que l'UE désintègre parce que l'europhisme imposé sous contrainte est une puissante source d'euroscpticisme.

Si on est attentif aux préjudices que l'Union Européenne Germano-néo-libérale a occasionnés au cours des vingt dernières années à la majorité des Européens -y compris une grande partie des Allemands- en termes de coupes sociales, d'augmentation de l'inégalité et du préjudice de droits, l'euroscpticisme -ce mot laid dans le dictionnaire de *l'establishment*- n'est rien de plus qu' un état de lucidité. C'est autre chose que cette lucidité ait des conséquences électorales et sociales ambiguës et qu'elle soit capitalisée par la droite. La gauche a cédé à la droite (par absentéisme) tout le terrain qui existait pour défendre les droits et les conquêtes sociales depuis les états nationaux, jusqu'au point d'avoir transformé la critique de l'UE néolibérale en presque une autoroute à sens unique pour l'extrême-droite. Plusieurs années après, cette critique continue à être plutôt dépourvue des arguments de gauche, ce qui laisse la vengeance de Némésis orpheline et à la dérive. Parce que la déesse se présentera à son rendez-vous, n'en doutez pas.

P.S. Quand la Géorgie a attaqué l'Ossétie du Sud avec la bénédiction de George W. Bush en août 2008, l'UE, via Nicolas Sarkozy, avait encore pu occuper un rôle médiateur entre la Russie et la Géorgie. Maintenant avec l'incident en Mer d'Azov (une mer aux eaux peu profondes pas apte aux bateaux de guerre de l'OTAN), l'UE s'est immédiatement mise derrière l'Ukraine. Le président, Poroshenko, pourrait avoir mis en scène cette situation en pensant aux élections ukrainiennes de mars auxquelles il participe en très mauvaise position et, évidemment, avec la bénédiction du Pentagone. Tandis que Moscou parle d'une « *provocation* » et Kiev d'une « *agression* », l'UE se positionna du côté de la thèse ukrainienne (et de l'OTAN, donc de Washington), ce qui fait que tout rôle de médiateur-pacificateur semble impossible. Encore plus de sanctions contre la Russie ?

Rafael Poch de Feliu* pour son [Blog personnel](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalunya, 29 de novembre de 2018